

Les prisonniers d'Action Directe, Jean-Marc Rouillan, Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Georges Cipriani, se trouvent en prison depuis 1987. Condamné(e)s à perpétuité par l'Etat française, continuellement traité(e)s avec un acharnement féroce, ils/elles représentent une histoire de luttes et de résistances révolutionnaires que trop aimeraient nous faire oublier. Cet entretien pour ne pas oublier, et pour retrouver le sens de la révolution...

... dans la solidarité avec les prisonniers (pour commencer)

Contacts:

Joëlle Aubron 2174k
C.D. - Quartier femmes
Chemin des Anzacs
62451 Bapaume Cedex
France

Nathalie Ménigon 2173J
C.D. - Quartier femmes
Chemin des Anzacs
62451 Bapaume Cedex
France

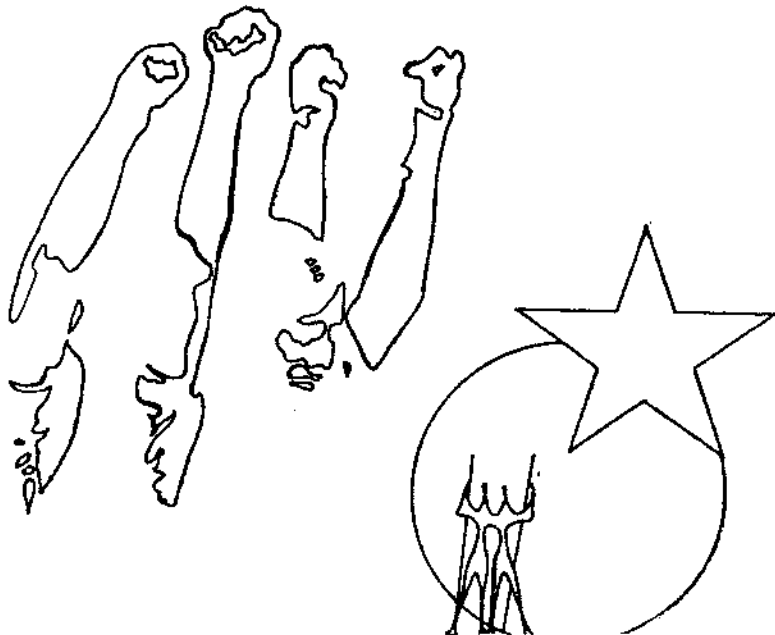
Jean-Marc Rouillan
969B202
BP266
65307 Lannemezan
France

Collectif "Ne Laissons Pas Faire" ou les groupes
c/o LPJ
58 rue Guy-Lussac
5005 Paris Cedex
France

Anarchist Black Cross



Dijon
Innsbrück
Gent



Anarchist Black Cross  **Gent**

Interview
du

Collectif des Prisonniers



**ACTION
DIRECTE**

I. Lutte Armée

Anarchist Black Cross

Si l'innocent mérite notre solidarité ★ Le coupable la mérite encore plus

L' Anarchist Black Cross est un réseau international des groupes autonomes anarchistes de soutien aux prisonniers révolutionnaires. Pour construire un mouvement qui attaque le système, il faut que ce mouvement soit défendu. Trop souvent des révolutionnaires étaient/ sont abandonnés et oubliés dans les prisons.

L' ABC croit que dans une société avec d'autres conditions politiques, sociales et économiques les prisons seront superflues. Les prisons n'ont d'ailleurs aucune fonction utile, sauf défendre l'intérêt des classes au pouvoir. Nous soutenons donc aussi ces initiatives - surtout quand elles émanent des prisonniers eux-mêmes - qui vont dans la direction de l'abolition de la prison.



THE ANARCHIST BLACK CROSS

Anarchist Black Cross-Dijon
c/o Maloka
BP 536
21014 Dijon Cedex
France

Anarchist Black Cross-Innsbruck
c/o LOM
Postlagernd
6024 Innsbruck
Autriche

Anarchist Black Cross-Gent
PB 40
9000 Gent 2
Belgique
(sur l'enveloppe seulement l'adresse)

17.53 ENLEVÉ LE 3 MAI DERNIER
M. SUAREZ
le directeur de
la banque de Bilbao
EST LIBÉRÉ
SEPT ANARCHISTES
ESPAGNOLS ARRÊTÉS
DONT TROIS DANS LE GARD
AUSCHINE BARCELONA

17.53
2.2

Les G.A.R.I. : l'ultra-gauche
Nouvelles actions des groupes antifranchistes (G.A.R.I.)
contre le Tour de France et des cars de touristes à Lourdes
deux mois après l'enlèvement de M. Suarez

Le 13 février 1974
44 Rue de Meaux N° 5 Germain des Prés
MEETING DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DES G.A.R.I.
LE FIGARO
17 AVRIL 1974



LOS DOS SECUESTRADORES DE SUAREZ EN EL MOMENTO DE SER LLEVADOS A LA PRISION DE PARIS

LE 13 FÉVRIER à 20 H 30
44 Rue de Meaux N° 5 Germain des Prés
MEETING DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DES G.A.R.I.
COMITE DE DEFENSE
COORDINATION ANARCHISTE - MARSE
ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE (R.A.P.A.C.)

Flambée de violence en France
Trois voitures du Tour plastiquées à Saint-Lar



BRIGATE ROSSE



Cette interview a été faite pendant le période du printemps 1999 et de l'été 2000. Cela a mis beaucoup de temps principalement par manque de temps (de notre côté) et pour cause de "vols" (celui des prisonniers). Sur les conditions de détention dans lesquelles ils/elles se trouvent, cette interview dit peu de choses, nous avons choisi d'en parler extensivement dans une deuxième partie ("Lutte Prison"). Pour l'instant, il nous paraît suffisant de dire qu'elles sont exceptionnelles par rapport aux conditions d'emprisonnement classiques déjà inacceptables. Le sort de Georges Cipriani et de Nathalie Ménigon, tous les deux gravement malades suite à la "torture blanche" qu'ils/elles subissent depuis trop longtemps, le manifeste clairement.

Le but de cette première partie - "Lutte Armée" - était de raconter une partie de l'histoire des luttes armées révolutionnaires en Europe, une histoire qui a été, dans beaucoup de ces facettes, falsifiée, mystifiée, etc. Ce qui n'est pas surprenant, l'histoire a été toujours écrite par les vainqueurs, et AD a été vaincue...

Point final, tournons la page? Bien sûr non, l'histoire n'est pas finie, et si beaucoup reste à dire et à faire, nous en sommes sûrs qu'une nouvelle génération à la recherche d'un autre futur profitera d'une connaissance des expériences, pratiques et réflexions de ces groupes d'hommes et femmes qui ont osé lutter.

Osons lutter - Osons vaincre!

Bonne lecture et à la prochaine,

ABC-Gand

transforma des conjonctures de déséquilibres économiques en situation de crise de domination de la bourgeoisie impérialiste

¹⁴ "De l'Etat" par le collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges, 1981.

¹⁵ Evocation du dernier discours de Karl Liebknecht avant son assassinat

¹⁶ Chaque année, un vingtaine de million de nouveaux travailleurs chinois se présentent sur le marché du travail. L'arrivée de nouveaux travailleurs sur Tricont représente chaque année l'équivalente de la classe ouvrière industrielle dans le berceau du système qui représente l'Europe Occidentale.

cooptation (la répression "responsable" - légale et pacifiste - du protestataire) et de l'autre l'incompatibilité de la résistance radicale. Et ce n'est donc pas un hasard, si en 77, l'affaire Pierrot revint sur le devant de la scène tout naturellement avec l'apparition des organisations combattantes. Les BI incendièrent les barges des voitures Renault à Billencourt et les NAPAP exécutèrent Trameni après son bref séjour en prison. Et ce n'est pas un hasard non plus si 10 ans après, lors de son offensive contre les restructurations industrielles, Action Directe revendiqua l'exécution du "dégraisseur" Besse, PDG de Renault, au nom du commando Pierre Overney.

⁶ Conseils: Le fil rouge des conseils ouvriers (ou soviets en russe) s'enracine dans l'histoire même du mouvement révolutionnaire prolétarien. Il fut théorisé après la révolution russe de 1905, puis en octobre 1917 et dans la vague révolutionnaire européenne jusqu'en 1923: la révolution hongroise, allemande, la République de Bavière... On retrouve cette idée de direction autonome des assemblées ouvrières dans les comités révolutionnaires de Shanghai et de Canton. Et à chaque élan révolutionnaire depuis, durant la révolution espagnole, Mai 68, Automne 69 en Italie...

L'opposition des gauches à la ligne centrisme du parti bolchevique et de l'Internationale Communiste après 1923 défendit une ligne résolument conseilliste pour relancer la révolution et relancer la fusion conservatrice du parti unique avec l'Etat.

Le grand théoricien marxiste hollandais Anton Pannekoek a écrit: les "Conseils ouvriers". Il faut lire également de Herman Gorter (au nom du KAPD Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne): "Réponse à Lénine" (éditions Spartacus), on peut lire également de nombreux textes de l'opposition ouvrière bolchevique autour d'Alexandra Kollontaï.

⁷ Plus de 200 personnes furent tuées lors d'attentats contre des banques, des meetings syndicaux, des trains, au début des années 80 l'un des plus sanglants contre la gare de Bologne fit 80 victimes. Ces opérations étaient organisées par les organismes clandestins de l'OTAN (comme le Gladio) avec la complicité des services secrets italiens; pour ce qui est des organismes de répression, il faudrait évoquer la création de l'espace juridique européen, la formation du groupe du TREVI ou encore les préparatifs du plan vigipirate (78)...

⁸ Allusion au texte pétition signé par Négri et autres "senoritos" de l'autonomie subventionnée, comme au texte de Moulier-Bouthang "pour un nouveau new deal" (!!!) hiver 98.

⁹ Che: "Créons deux, trois, de nombreux Vietnam" Avril 1967.

¹⁰ Le groupe Olivier ne défendait pas alors les positions révisionnistes qu'ils ont revendiquées lors de leurs procès au début des années 90.

¹¹ Affiche Rouge en référence à l'affiche placardée par les nazis après l'exécution de 2^e résistants communistes de la Main d'oeuvre Immigré, plus connus comme groupe Manouchian.

¹² Terme évoquant la première phase du gouvernement de gauche PS-PC en 1981-1982.

¹³ Crise de faiblesse définie par la faiblesse de la bourgeoisie impérialiste face au prolétariat et aux masses opprimées et la révélation de l'incapacité de la même bourgeoisie à mettre en oeuvre des mesures contre-tendancielles à la baisse de taux de profit. Cette crise de faiblesse, à la fin des années 60, ou crise d'extraction de la plus-value, fut suscitée par l'élan conjugué de la lutte politique contre l'impérialisme et de la résistance du prolétariat des centres. C'est l'accumulation de ces combats et résistances des classes exploitées qui

1) Avant d'entrer dans l'histoire d'AD propre, nous voudrions parler de la "préhistoire" d'AD. Préhistoire qui est restée largement sinon non-écrite, en tout cas méconnue et donc assez importante en-soi. Préhistoire qui est d'ailleurs - à notre avis - aussi importante pour comprendre l'histoire interne d'AD.

Donc: AD est née, en 1979, d'une coordination de différents groupes armés, comme le MIL, les GARI, les BI ou NAPAP, et dans un temps marqué par l'Autonomie. Pourriez-vous en dire plus sur ces groupes et sur la coordination autonome elle-même?

Depuis le début des années 70, de nombreux groupes tentaient de résoudre dans la pratique la question de la contre-violence révolutionnaire. Ils agissaient sur la lancée du mouvement des barricades, des occupations d'usines, des luttes à la base... Constitués en réseaux d'auto-défense, ils portaient toute la résolution de l'illégalisme de masse dans les grandes mobilisations qui se sont succédées lors de ses années d'effervescence antagoniste. Concrètement, ces réseaux formaient ce que la Gauche Prolétarienne (GP)¹, à son époque, avait appelé de tous ses vœux: "*les bases de la résistance populaire armée à la dictature*".

Au printemps 77, la coordination autonome, en se formant, dépassa le cadre groupusculaire gauchiste. En particulier, elle sortait des clivages idéologiques pour unifier sur le terrain des luttes clandestines, la tendance "maos" à celle, surgit de Mai, faite d'une mosaïque de groupes anars, anarco-communistes, "ultra-gauche", clandestins ou non. Il y avait donc là des groupes armés maos comme les Brigades Internationales, des autonomes tels les Noyaux Armées Pour l'Autonomie Populaire ou encore l'organisation Camarades et l'ancienne coordination anti-franquiste des groupes autonomes qui formaient les MIL-GARI (Movimiento Iberico de Liberacion et Grupos d' Accion Revolucionaria Internationalistas).

Petite parenthèse. Dans la négation rituelle et la réécriture de ces années, il est bon ton de prétendre que l'Etat français aurait échappé miraculeusement à l'antagonisme révolutionnaire armé. "*Circulez braves gens, il n'y a rien à voir!*". Pourtant les chiffres sont là: entre 1974 et 1981 il y a eu plus de 3000 attentats attribués à l'extrême gauche. Dont une centaine par armes à feu qui ont causé la mort de plus de 50 personnes. En aucun cas, cette histoire se résume à ce qu'en exhument les thuriféraires du système et de l'opposition intégrée, parlores radicales et résolutions stratégiques pour "conspirateurs" en pantoufles. Elle était faite d'actes réels, de luttes, de sang et de prison.

Mais revenons à cette préhistoire comme vous dites car il est vrai que les jeunes ne connaissent que bien peu de choses sur ces premières organisations armées. Pour synthétiser. Les Brigades Internationales se sont formées lors de la désagrégation du mouvement mao au cours de l'année 73. Elles répondaient localement à la liquidation de la GP-NRP (Nouvelle Résistance Populaire)² ayant eu un rôle de premier plan dans l'antagonisme de l'après 68, non seulement en France mais également dans les pays voisins par exemple en Italie où elle influença fortement la création des Brigades Rouges. Des nombreux secteurs refusaient catégoriquement la voie de l'institutionnalisation du mouvement après 5 ans de luttes insurrectionnelles, d'appels à la lutte armée et de préparation à la guérilla du peuple. De jeunes militants de l'ouest parisien façonnèrent ce noyau internationaliste et déclenchèrent les premières opérations armées. Ils revendiquèrent en décembre 74, l'exécution du colonel Trabal, attaché militaire uruguayen (Brigade Raoul Sendic); en octobre 75, la tentative d'attentat contre le capitaine Garcia, attaché militaire espagnol à Paris (Brigade Juan Manot); en mai 76, l'exécution de J. Zentano Amaya, ambassadeur de Bolivie à Paris (Brigade Che Guevara); en novembre 76, la tentative contre Humayoune Keykavous, attaché du régime du Shah (Brigade Reza Rezay); en juillet 77, la tentative contre Ahmed Ould Ghanahalla, ambassadeur de Mauritanie (Brigade El Ouali Sayed).³

Les NAPAP furent, également et pour une partie, constitués de militants ayant refusé le sabotage de la GP-NRP. Des militants plus jeunes, plus spontex, s'étaient joints à eux. Il s'agissait de jeunes qui reflétaient l'antagonisme émergent de l'autonomie politique. D'ailleurs dans une première interview, les NAPAP refusaient l'étiquette "*maos*" et lui préféraient déjà celle de "*combattants pour l'autonomie*".⁴ Au cours de leur existence éphémère, quelques mois tout au plus au cours de l'année 77, ils réalisèrent une quinzaine d'opérations (contre le syndicat fasciste, les sièges patronaux...).

Notes

¹ La GP: Guache Prolétarienne, organisation historique du maoïsme rebelle forgée en 68 et ayant connu ses pages de gloire entre 1969 et 1972. Comme "Vive la Révolution", autre grande organisation mao spontex de l'époque, la GP n'avait rien à voir avec le très orthodoxe maoïsme prochinais et les différentes chapelles Marxistes-Léninistes probanaises ou non. Elle fut le creuset de nombreuses expériences antagonistes très diverses. Des luttes classiques à l'illégalisme de masse, aux premiers pas de la guérilla, jusqu'au quotidien Libération, ou à la mise en perspective du mouvement autonome. Elle s'est auto-dissoute en 1973.

² La NRP: bras armé de la GP. Ces noyaux réalisèrent une vingtaine d'opérations plus ou moins importantes dont la plus célèbre restera l'enlèvement de l'ingénieur Nogrette. La NRP disparu avec son organisation mère en 1973.

³ Raoul Sendic, dirigeant des Tupamaros MLN, à l'époque emprisonné, aujourd'hui disparu. Avant d'être nommé à Paris, le colonel Trabal était l'un des principaux responsables de la répression sanglante à Montévideo. Juan Manot, militant d'ETA condamné à mort et exécuté en septembre 1975. Reza Rezai, dirigeant des Fedayins guérilleros du peuple assassiné par la dictature iranienne. Ouali Sayed, dirigeant du Front Polisario mort au combat. Les BI prirent le nom de Che Guevara pour exécuter le général Zentano car celui-ci avait eu un rôle décisif lors de la traque et de l'assassinat du leader guérillero en 1967.

⁴ "Notre pratique s'inscrit dans l'édification de l'autonomie ouvrière organisée au sein du mouvement populaire. Notre but n'est pas d'appeler à la formation de 1, 10, 100 NAPAP régis par une direction centrale, style état-major de la violence populaire potentielle. Nous abordons une autre étape qui consiste à nous fondre dans la dynamique du mouvement et non pas à chercher la tête d'une façon officielle ou magouillarde". Les vieux mythes ont la peau dure et les NAPAP passent encore pour avoir été une organisation "mao" bien qu'ils s'en soient toujours défendus. "Nous n'avons plus rien à voir avec l'étiquette "maoïste" que la presse nous a collés si commodément. S'il est vrai que d'anciens maos appartiennent aux NAPAP, ce n'est pas seulement à partir du bilan de la liquidation de la "Gauche Prolétarienne" ou de "Vive la Révolution" que nous nous sommes formés". (Texte de mise au point NAPAP 77)

⁵ La mort de "Pierrot" Overney marquait une fracture dans l'antagonisme de l'après 68. Ce jeune militant fut abattu de plusieurs balles en février 1972 alors qu'il distribuait des tracts devant les grilles de l'usine Renault de Billancourt. Son meurtre rencontra un écho considérable dans la classe ouvrière que le régime tentait de remettre au pas. Surtout à la Régie où les luttes sauvages des OS assuraient la continuité de la résistance. Plus de 100.000 personnes suivirent son cercueil. Et dans ce cortège cohabitaient et ce pour la dernière fois, les vieilles directions liquidatrices, Geismar en tête et le nouveau mouvement autonome. Avec Pierrot, les premiers espéraient enterrer 68, et ils comptaient sur la complicité de tous les groupuscules de l'opposition institutionnelle. Les seconds fournissaient les armes d'un nouvel antagonisme. Quelques semaines plus tard, tel un dernier baroud, la NRP enleva un responsable de Renault mais, méandres de la parlotte aidant, finit par retourner la popularité de cette action en une des raisons principales de son auto-dissolution. Et dès lors, il fut bien comprendre que, sur ce territoire, le meurtre de Pierrot est la pierre angulaire de la scission du mouvement révolutionnaire, d'un côté la

de milliers conflits sur tous les continents, en Turquie, au Liban et en Palestine, en Indes, en Colombie, au Mexique... Partout des hommes et des femmes ont pris les armes dans leur insurrection.

En conséquence, nos interrogations s'attachent à saisir comment généraliser le combat du prolétariat mondial ici et en premier lieu comment nous lier et appuyer ce qui existe déjà. Nous n'avons jamais cru que la guérilla puisse être la continuité de préparatifs groupusculaires. Ils reposent trop sur le mécanisme de modèles éculés et sempiternellement récupérés par la contre-révolution permanente. Le problème n'est pas de reproduire ou d'inventer mais de s'attacher dans sa pratique à tisser des liens en répondant aux questions de l'heure.

Comment briser la répression qui fourbit ses armes ici et qui frappe aux quatre coins du globe? Comment agir en guérillero dans la métropole aux côtés des luttes prolétariennes mondiales? C'est-à-dire comment agir à la stratégie révolutionnaire de neutralisation de la puissance des monopoles, une action indispensables à l'offensive générale des prolétaires de Tricont. C'est une problématique non seulement fondamentale pour le prolétariat ici mais aussi pour le prolétariat du Tricont car cette action est une condition sine qua non de sa victoire.

Pour cela, il faut partir de ce qui existe déjà sur Tricont et dans les périphéries internes des métropoles, et agir à l'unité de l'action de classe. Dans le développement de la dialectique d'unité, l'engagement révolutionnaire armé pourra connecter les éléments aujourd'hui épars de la praxis, retrouver le sens pratique de l'autonomie, le sens de la rupture-critique, de la lutte anti-capitaliste et de la lutte anti-impérialiste, de l'anti-fascisme et de l'anti-apartheid, de la solidarité de classe. C'est à ce prix que l'unité de mouvement et du but pourra à nouveau ouvrir une perspective.

Mais ils se firent surtout connaître par l'exécution du vigile Tramoni responsable de l'assassinat du jeune ouvrier mao Pierre Overney.⁵

Quant à l'organisation Camarades et à sa revue, dont sont issus des militants d'AD comme Nathalie et bien d'autres, il s'agissait avant tout d'un pivot politique autour duquel gravitaient de nombreuses expressions du mouvement autonome. Camarades établit de fait les premiers liens pratiques entre les spontex héritiers des comités de base et de nombreux militants libertaires déçus par l'immobilisme du mouvement anarchiste officiel. Bien évidemment, la plupart pratiquaient l'illégalisme de masse, des bastons lors des manifs aux sabotages de nuit. On retrouvait là en particulier le noyau dur des squats et les vagues successives de jeunes syndicalistes exclus pour "*gauchisme*". Tous ces groupes étaient très hétérogènes mais tous sous l'influence grandissante du nouveau mouvement italien.

Dans le Sud du pays, le contexte était très différent. L'engagement à prendre le fusil après 68 conduisait tout naturellement les militants à affronter la question de la dictature franquiste au-delà les Pyrénées. Barcelone et Bilbao sont beaucoup plus proches de Toulouse et de Montpellier que Paris. Ainsi un noyau de jeunes toulousains (dont Jean-Marc) participa au tout premier foyer de guérilla révolutionnaire que constitua en Catalogne le Mouvement Ibérique de Libération. Formé en 1970, cette organisation revendiquait simultanément l'héritage anti-fasciste du "*maquis*" des années 50 et 60, et toute la critique anti-capitaliste de son époque. Ainsi le MIL n'était pas un groupe de résistance antifranquiste comme les autres ni ne pouvait être un groupuscule idéologique de plus. D'autant plus qu'il n'était pas idéologiquement homogène, il regroupait des communistes se revendiquant de l'expérience historique des conseils⁶ et des anarchistes. Ces "*contradictions*" en firent un des groupes les plus radicaux qui sut expérimenter une pratique très proches des luttes. Mais il fut durement réprimé et démantelé définitivement à la fin de l'année 1973. L'un de ses membres, Salvador Puig Antich, fut d'ailleurs le dernier prisonnier politique à subir le châtimeut du garrot.

L'expérience du MIL se généralisa à de nombreux groupes autonomes français et européens à travers les GARI. En effet lors des procès contre les militants de Barcelone, les GARI rassemblèrent autour des "*exilés*" issus du MIL de nombreux groupes autonomes solidaires. Au fil de l'année 1974, ils réalisèrent plusieurs dizaines d'attentats contre les intérêts de la dictature espagnole en révélant et dénonçant la complicité objective des régimes "*démocratiques*" européens. Mais là encore, les GARI ne peuvent être résumés à une simple opposition antifranquiste même armée. Ils agissaient au

coeur de la grande offensive des guérillas qui sécoua le continent. Et ils ne peuvent être détachés abstraitement de ce contexte. Par exemple lors de l'enlèvement à Paris du PDG de la Banco de Bilbao, en mai 1974, ce n'est pas par simple hasard si leurs revendications répondent en écho à celles d'autres opérations du même type dans les pays voisins. Les camarades du 2 juin à Berlin avaient enlevé Peter Lorenz et les BR le juge Sossi. Tous cherchaient à défier l'Etat sur le terrain de la détention politique et à poser la question de la libération des prisonniers révolutionnaires.

Et ce n'est pas par hasard non plus si c'est sur ce terrain de la détention politique que se tissèrent les premiers liens pratiques de la coordination autonome. De nombreux militants maos et GARI étaient passés par le quartier des prisonniers politiques à la prison de la Santé. Ils avaient dû lutter côte à côte contre cette même répression. Puis en 77, il y eut également les mobilisations suite à l'exécution des camarades de la RAF à Stamheim et l'extradition de leur avocat Klaus Croissant. La coordination y joua un rôle prépondérant en assumant de nombreux attentats et sabotages.

Cela ne veut pourtant pas dire que nous agissions seulement contre la répression. La même année 77, la coordination autonome réalisa d'autres campagnes d'agitation dont une très importante contre la nucléaire, avec à la clef une participation active à la marche sur Malville et une nuit bleue de 23 attentats sur l'ensemble du territoire. La coordination agissait également contre l'introduction du travail temporaire, la vie chère, la spéculation immobilière, l'exploitation des travailleurs sur les chantiers et par les marchands de sommeil.

2) 1977 était donc une date clef de cet antagonisme autonome?

En 77, il y eut bien sûr le grand mouvement insurrectionnel italien, les "asambleas" dans la péninsule ibérique, mais en France aussi un large mouvement prolétarien refusait la ligne révisionniste et la liquidation des expériences de l'après 68. Nous entrevoyions la possibilité de nous engouffrer dans ces espaces d'opportunités et d'en ouvrir d'autres plus décisifs encore. Pour cela, nous devions dynamiser un nouvel élan de la stratégie d'autonomie prolétarienne et un nouveau saut politique à la guerre de classe prolongée. Les deux étaient étroitement liés, nous étions bien conscients que l'enracinement de la praxis autonome était indissociable d'une remise en cause du monopole de la violence par l'état. D'autant plus que la crise générale et en particulier la crise de l'état poussaient les appareils et les

sempiternellement les mêmes images d'Epinal, ils ont refusé d'examiner l'évolution de la classe prolétarienne, c'est à dire l'évolution du projet de sa libération lors de cette rupture historique.

Avec le capitalisme monopoliste transnational, nous sommes entrés de plein pieds dans une époque dominée par la prolétarisation mondiale. Pour synthétiser. Trois caractères principaux s'en dégagent: Le prolétariat constitue aujourd'hui la majorité de la population, cette classe est essentiellement localisée sur Tricont et dans les périphéries des centres urbains. Et la formation de ce prolétariat universel est bien un des éléments primordiaux de la crise actuelle du mode de production capitaliste. C'est l'époque du grand face à face auguré par Marx, les immenses masses prolétarisées face au potentat de la bourgeoisie monopoliste. La polarisation sociale atteint son paroxysme dans la globalisation des rapports de production capitalistes, polarisation sociale lorsque les ressources annuelles de 359 gros bourgeois correspondent aux ressources de 2,9 milliards d'individus (44% de la population mondiale), et polarisation impérialiste lorsque l'écart entre les revenus de la population de la Triade et ceux de la population de Tricont a été multiplié par 8 en moins d'un siècle et qu'il ne cesse de se dynamiser.

Dans les années 80, nous avons essayé de répondre à la question stratégique de l'unité du prolétariat. Nous avons fait des propositions tactiques et nous les avons expérimentées. Aujourd'hui, la perspective d'une nouvelle offensive révolutionnaire sur notre continent est possible si elle part de l'exigence permanente d'unité. Rien ne peut naître de rien et surtout pas de la conciliation et des demi-ruptures avec les régimes bourgeois occidentaux. Aujourd'hui plus encore que dans la décennie précédente, les politiques métropolitaines reposent sur la division réactionnaire du prolétariat mondial. Nous ne croyons pas au redressement de l'Etat-nation protecteur. Il n'y a pas d'avenir pour un capitalisme à visage humain. Le néolibéralisme et le militarisme sont indispensables à la survie actuelle du capitalisme. Ainsi la précarité et la déshumanité demeureront longtemps les visages de la prolétarisation mondiale. La lutte révolutionnaire transnationale est alors le pivot principal de toute action de transformation sociale.

20) Comment envisagez vous la lutte armée en Europe aujourd'hui?

Nous n'envisageons pas la lutte armée, c'est-à-dire que nous ne l'imaginons pas, tout simplement parce qu'elle existe. Parce qu'elle vit et s'expérimente en

l'impérialisme. On parla de lutte contre le néolibéralisme mais en refusant de démasquer le seul régime d'accumulation possible dans cette phase de crise du capital. On se satisfait des querelles de clochers idéologiques et des petites pratiques routinières électorales ou non. Simultanément on troquait la solidarité et l'unité anti-impérialiste pour la charité humanitaire.

En conséquence, on ne peut évoquer nos échecs sans reconnaître que les guérillas n'ont pas été les seules vaincues, car toutes les expressions politiques révolutionnaires des prolétaires dans les métropoles furent défaites. A notre avis, dès que le prolétariat européen redressera son drapeau autonome, il se dotera de guérillas comme il le fait sur Tricont aujourd'hui. Les défaites des années 80 ne sont pas définitives, la semaine sanglante de 1871 ne démontrait pas l'incohérence de la révolution prolétarienne.

19) Ainsi vous pensez que la proposition stratégique défendue durant les années 80 est encore d'actualité?

Depuis les années 80, elle n'a pas été annihilée, bien au contraire, tous les développements de l'impérialisme ont étayé son impérieuse nécessité. Tout simplement parce que qu'elle reposait non sur la seule conjoncture locale et ponctuelle des contradictions mais bien sur une intuition fondamentalement juste du sujet prolétarien lui-même. Elle se constituait dans la perspective historique de la contre-offensive des puissances de la Triade impérialiste qui devait faire payer à la planète entière la crise générale du mode de production capitaliste.

Dans les années 70, plus des deux tiers de la population active mondiale vivaient encore et toujours dans des pays, pour une large part, coupés des marchés de l'économie internationale. Ces pays étaient isolés par des obstacles historiques, sociaux économiques ou idéologiques, renforçant les barrières à la circulation des produits et des capitaux. Avec les contrecoups de l'offensive bourgeoise des années 80: les trois centres gigantesques que sont l'exUSSR, la Chine et l'Inde, **comptant pour près de la moitié de la population active mondiale**, entrèrent de pleins pieds comme producteurs et consommateurs sur un marché réuni par les dynamiques transnationales des grandes firmes productives¹⁶. Mais aussi, dans le bouleversement des productions locales, des millions et des millions de personnes se trouvaient déplacés et prolétariés.

Et là nous abordons le problème crucial que trop peu de camarades évoquent lorsqu'ils projettent la lutte révolutionnaire à notre époque. A force de ne pas voir plus loin que leur bout de rue ou pire à vouloir reproduire

rapports vers l'autoritarisme des gestions technocrates. Nous étions certains que l'usage de la violence étatique dans les conflits sociaux tendrait inexorablement à se généraliser alors que, dans le même temps, la manipulation spectaculaire garantirait l'image "démocratique" immaculée. L'exemple des attentats massacrés en Italie ou la création d'un arsenal policier et juridique sans précédent en étaient la confirmation.⁷ Même si dans la métropole la violence de classe assume d'autres formes, elle ne disparaît pas, ni ne s'atténue, au contraire, le système se militarise dans tous les domaines et en particulier dans le contrôle social. La contre-violence révolutionnaire devenait donc de plus en plus indispensable à l'ouverture de nouveaux espaces de lutte. Dans la révélation des caractères réels du système "démocratique" bourgeois, elle contribuait stratégiquement à appuyer sur les contradictions, là où ça fait mal au système tout entier, tout en oeuvrant à garantir une conscientisation correcte des termes et implications du combat de classe.

Nous étions (donc) avant tout convaincus de l'échec historique du groupusculisme. Les NAPAP avaient écrit: *"la liquidation des foyers autonomes d'usines, des groupes locaux du Secours Rouge, du mouvement des immigrés à l'origine de la grève nationale de septembre 73, des nombreuses expériences depuis 1968 au sein de la jeunesse, des activités offensives des paysans-travailleurs, réduites souvent à néant par des querelles de chapelles, etc. Toute cette liquidation laborieuse est à mettre au lourd passif du gauchisme... En dehors des restes du gauchisme culturel encore "à la mode", l'extrême-gauche traditionnelle n'a rien d'autre à proposer de "vivant" qu'un soutien critique pour 1978 à la gauche unie"* (texte NAPAP 1977). D'où la nécessaire remise en situation du concept même de lutte révolutionnaire *"à la lumière des conditions objectives et du développement réel du mouvement autonome du prolétariat européen"*.

Pour nous le mouvement autonome exprimait l'antagonisme le plus proche de la composition, des intérêts et de la résistance du nouveau prolétariat dans les pays industriels. Partout, de Berlin à Rome, de Barcelone à Londres, il avait rompu les ponts avec le binôme Parti-syndicat reproduit jusque dans la caricature groupusculaire. Les autonomes diffusaient dans les usines et dans les quartiers les nouvelles formes de lutte et les généralisaient. Des centaines d'affrontements révélaient ainsi la montée en puissance des comités d'action et de base comme qualité politique fondamentale de l'organisation des masses en lutte. En France, il y eut les luttes sauvages des OS chez Renault, l'épopée de

LIP, la lutte des travailleurs immigrés dans les usines Pennaroya et Chausson ou encore contre les marchands de sommeil privés ou étatiques. Il y eut la lutte des femmes, celle des homosexuels, des comités paysans et viticoles. Un combat qui se propagera aussi dans les prisons avec les grandes révoltes de '74...

Bien sûr cet antagonisme n' avait rien à voir avec le radical réformisme chic de ceux qui, aujourd'hui dans les salons parisiens, usurpent l'histoire de l'autonomie en appelant au mythe de l'Etat protecteur du Welfare⁸. L'autonomie est une rupture critique et non un fonctionnariat à "gauche de la gauche". Elle représente le continu unificateur des antagonismes parcourant tous les rapport sociaux.. Et elle ne signifie pas simplement autonomie face aux organismes institutionnels des partis et des syndicats de la veille gauche. Elle renvoie au mouvement de libération du prolétariat lui-même. Elle n'est pas née à la fin des années 70 ni même de l'élan de 68. Depuis un siècle, ce mouvement fait son chemin, des conseils ouvriers de 1905 à l'automne 69 italien. C'est un procès de lutte, un processus d'éducation et d'organisation. Un procès combattant rendant possible dans son avancée la rupture et la critique jusqu'au bout *"des institutions politiques bourgeoises (Etat, partis, syndicats, institutions juridiques, etc), des institutions économiques (tout l'appareil productif-distributif capitaliste), des institutions culturelles (l'idéologie dominantes dans toutes articulations) les institutions normatives (la coutume, la "morale" bourgeoise)"*.

Dans ce long cheminement, 1977 est vraiment une date clef de l'histoire de la révolte sociale et bien que peu éloignée dans le temps, elle reste méconnue. Et pour cause! Comme un camarade italien l'écrivit, si la bourgeoisie avait été capable de récupérer 68 et de l'utiliser à sa mythologie, ce ne fut pas le cas pour 77. La révolte autonome avait porté la critique à un tel degré qu'il était devenu impossible de la rendre compatible avec les images d'Epinal de la contestation. Il fallait la nier, l'effacer des mémoires et éliminer les porteurs de cette expérience.

3) Est-ce que AD était cette coordination autonome (donc, des groupes assez différents, organisés dans une structure assez libre), ou est-ce qu'il y avait dès le début une certaine centralisation politique et/ou organisationnelle?

Non, il faut bien préciser que cette coordination ne peut être résumée à une organisation AD "avant" AD. Au fil des mois, les groupes armés ont convergé

Aujourd'hui l'OTAN propage la guerre en Europe. Aujourd'hui, il contamine plusieurs pays avec ses bombes GBU27 à uranium appauvri. Aujourd'hui, la misère et la précarité ne constituent plus un "quart monde" mais la réalité de masses des "working poor". Aujourd'hui le commandement sur le travail est un véritable terrorisme patronal et étatique qui a fait un contrat social du seul "accepte ou crève". Où sont les avant-gardes combattantes en Europe? Eliminées parce que 400 militants révolutionnaires seraient encore emprisonnés? Ce serait si simple.

18) Est-ce que le problème ou si vous voulez l'erreur ne se situe pas justement dans le fait que vous faites la différence entre le mouvement et la guérilla?

A notre avis, la cause essentielle n'est pas là sinon les guérillas diffuses du mouvement se seraient développées. Au contraire, elles furent les premières à disparaître lors de la contre-offensive bourgeoise. En France par exemple, il n'y avait pas mal de petites organisations armées de mouvement ayant réalisé de nombreux attentats comme "Gdansk-Bakoumine" par exemple. En Italie, ces organisation étaient plus nombreuses, plus structurées. Pourtant, toutes furent défaits dès 82-83.

Comme nous l'avons déjà dit plus avant, si la guérilla appartient au mouvement révolutionnaire, il y a une distinction rationnelle entre d'un côté la guérilla et ses tâches stratégiques et de l'autre l'action spontanée du mouvement à la base. L'important réside dans la capacité à faire vivre une interaction dynamique entre ces deux pôles du mouvement révolutionnaire. L'un doit s'enrichir de l'action et de la conscience de l'autre et vice versa.

Au fil des années 80, le lien entre le mouvement révolutionnaire et la guérilla s'est défait. Bien sûr sous les coups répressifs ou la manipulation étatique mais pas seulement, car le mouvement lui même s'est disloqué dans son repli vers un "resistencialisme" de témoignage. Il plongeait dans le local, l'immédiat et le partiel. Et dans bien de domaines, la guérilla ne correspondait plus aux perspectives (ou plutôt manque de perspective) d'un mouvement qui refusait de voir au-delà de l'horizon. A aucun moment, elle ne put enrayer la dépolitisation générale.

Comme lors de tous les sauts du processus de fascisation, alors que la bourgeoisie politisait ses attaques, le prolétariat abandonnait les politiques qu'il avait forgées, pour revenir à ses luttes économiques. Partout la politique révolutionnaire recula. On parla de fascisme mais en refusant de dénoncer

spontanées et les combats revendicatifs. Et les comités révolutionnaires doivent contester la "*conscience citoyenne*" en s'opposant aux cadres subventionnés de la fausse opposition. La lutte contre l'Etat impérialiste devient cet état de rupture avec toutes les formes de reproduction de l'étatique dans la classe et le mouvement. La conquête des pouvoirs par les révolutionnaires au 21ème siècle sera une révolution capable de dépasser la révolution démocratique et la simple gestion étatique "*prolétarienne*" ou ne sera pas.

17) Même si on accepte l'idée que votre hypothèse stratégique était cohérente face aux bouleversement de la géopolitique du début des années 80, comment expliquez-vous votre isolement et finalement votre échec?

Tout d'abord faisons l'état des lieux. Il ne faut pas avoir peur d'appeler un chat un chat et une défaite une défaite. Il ne faut pas avoir peur des mots et essayer d'éluder un problème aussi grave comme quelques camarades encore prétendent de le faire. Nous qui avons affirmé que le politique et le militaire étaient indissociable dans la phase tardive du capitalisme monopoliste et à chaque moment du combat révolutionnaire, nous n'allons pas dans des circonvolutions de prétextes dire que nous avons été vaincus militairement et non politiquement. Depuis une dizaine d'années, la guérilla comme force communiste révolutionnaire a totalement disparu de notre continent. C'est un fait sans ambiguïté possible. La répression, aussi féroce fut-elle, ne l'explique pas à elle seule. L'engagement révolutionnaire dont la guérilla se nourrissait, n'a pas trouvé les orientations politiques nécessaires pour se renouveler dans une relation vivante au mouvement social.

Au milieu des années 80, nous faisons des choses très justes et très claires. Nous frappons dur. Nous attaquons l'OTAN à la tête en Allemagne, en Italie, en Belgique, en Grèce, au Portugal... Nous frappons les avant-gardes patronales engagées dans la lutte néolibérale, les responsables des licenciements en masse comme Besse ("dégraisseur" à Alcatel, Péchiney et Renault) ou les responsables des grandes privatisations comme Roweder (bureaucrate chargé de la privatisation en RDA). Nous attaquons concrètement les pires "*ennemis du peuple*" pourtant cela n'a pas suffi à convaincre du besoin crucial d'une telle opposition révolutionnaire et "*malgré tout*"¹⁵ notre ultime barricade est tombée.

dans l'élan du mouvement autonome qui avait la coordination pour épine dorsale. Puis ils s'en sont lentement détachés pour assurer leur véritable rôle comme organisation de guérilla. La coordination autonome et AD ne peuvent se confondre mais, d'un point de vue historique, ils sont indissociables.

La pratique militante quotidienne de l'autonomie était faite d'occupations, de manifs violentes, de mobilisations militantes classiques mais aussi d'attentats et d'expropriations. Ceci formait un tout politique. Pourtant la lutte armée ne pouvait être maniée comme les autres pratiques du mouvement. Elle exigeait un rapport spécifique des militants à son usage, de même qu'à l'orientation politique de l'ensemble des organismes révolutionnaires. La guérilla ne pouvait fusionner avec la dynamique du mouvement qu'à partir de son extériorité. Plus le mouvement autonome s'animait et prenait de l'ampleur, plus elle devait prendre en main sa propre tâche spécifique et stratégique. Plus elle devait refléter le nouveau pas de l'autonomie prolétarienne dans le centre, en étant partie prenante et affirmation de la double rupture anti-capitaliste et anti-impérialiste, que le caractère du système exigeait plus qu'elle jamais; une affirmation rompant avec le protestataire institutionnel et la soumission au réformisme qu'il soit social-démocrate, révisionniste, ou d'"extrême gauche". Le prolétariat dans les pays développés devait combattre seul et sur de multiples fronts. Il devait briser les fausses unités avec les couches populaires seulement intéressées à la continuité de la révolution "démocratique" bourgeoise. La guérilla devenait alors le moyen de conquérir du pouvoir à l'encontre du régime des pouvoirs formels. A la généralisation des politiques contre-révolutionnaires, à toute l'institution, jusqu'au coeur même des organismes politiques et syndicaux dont s'était dotée la classe, répond l'emploi de la lutte armée, devenue arme stratégique. L'activité de la guérilla renvoie en permanence à l'essence révolutionnaire; elle est le lien le plus fort entre la lutte aujourd'hui, la critique-rupture et le but.

A une époque où le spectacle banalise la parole révolutionnaire, la récupère et l'exploite à sa perpétuation en attendant des "*lendemain qui chantent*", ce pouvoir à conquérir consistait avant tout en l'ouverture de nouveaux espaces politiques pour le mouvement autonome et la classe entière, apporter une perspective, délimiter les enjeux principaux, marquer la ligne de front face aux rapports étatiques et à l'oppression. C'est là où se joue le rapport interactif de la guérilla avec le mouvement de classe dans son ensemble. Et c'était possible à la fin des années 70, car en Europe, la politique révolutionnaire avançait bien sur ses deux pieds: le mouvement et la guérilla.

Nous savons qu'il est habituel aujourd'hui de les opposer. Par exemple, la RAF s'est joint à cette forfaiture en se dissolvant dans la rhétorique de la

sacralisation de "la base", d'autres se présentent comme des avant-gardes éternelles qui doivent modeler le mouvement à l'image qu'ils en ont. Cette éternité leur serait conférée dans la psalmodie des catéchismes plus ou moins bien compris. Mais depuis plusieurs décennies, les expériences révolutionnaires ont démontré qu'il n'y a pas de véritable mouvement révolutionnaire sans une action organisée de sabotage et de guerre de classe, ni qu'il n'y a pas de puissante guerre de partisan sans la responsabilisation politique d'un large mouvement à la base.

Dès la fin de l'année 78, AD agit déjà en organisation spécifique et prépare sa première offensive qui débutera le 1^{er} Mai suivant avec l'attaque du siège du patronat et quelques semaines plus tard avec les opérations contre les ministères du travail et de la santé ainsi que le secrétariat à l'immigration. Le rapport de l'organisation à la vieille coordination était devenu un rapport non plus interne mais d'organisation armée à mouvement. Ainsi, l'émergence d'AD au coeur de la coordination est un processus de construction dans l'initiative des luttes. Et sa structuration politique interne demanda également plusieurs années, d'expérience en expérience face à la répression et aux coups subis. L'organisation a dû évoluer par la force des choses, elle a dû coller aux événements et au fil de la lutte. Une organisation qui agit en premier ligne comme AD ne peut se satisfaire de modèles ou de schémas organisationnels. Si cela a peu d'importance pour une organisation légale ou semi-légale, pour une guérilla, la moindre erreur dans le fonctionnement a une sanction immédiate. C'est pourquoi les questions organisationnelles sont débattues en permanence, réévaluées, critiquées et rectifiées. Les rapports organisationnels de 1978 ont bien peu de chose à voir avec ceux de 1981 ou de 1983 ou encore ceux de 1986. Très schématiquement, en 78, AD fonctionne sur la base de colonnes relativement autonomes. En 1981, avec la semi-légalité, la structure est très mouvementiste. En 1986, l'organisation fonctionne sur les mêmes bases organisationnelles que la RAF avec un noyau guérillero très dense.

Toutefois on peut dire que la direction d'une guérilla métropolitaine part toujours du principe d'une direction collective. En effet, la centralisation de l'organisation de guérilla n'a rien à voir avec les mythes de la hiérarchie autoritaire que diffusent de nombreux camarades libertaires comme autant d'alibi à leur non-engagement. La direction parcourt tous les organismes et tous les débats et assure l'autonomie et la responsabilisation des guérilleros. La ligne générale est déterminée en commun et sa reproduction dans les tâches à résoudre est assumée par chaque militant. Mais il est vrai aussi que nous nous affrontons à des réalités répressives qui nous imposaient le secret

*saturant tout l'espace sociale des métropoles*¹⁴. Dans la métropole, le citoyen est devenu l'agent étatique, le supplétif zélé et "bénévole". Jusque dans le mouvement, on tartine la citoyenneté en tout lieu et à toute heure, mais dans la confusion, ce bavardage se résume à la glorification de sa propre subordination comme sujet de capital.

Face à cette envahissement du travail et du quotidien, pas un moment de libération, même le plus partiel, le plus limité, ne peut aboutir hors de l'affrontement contre l'Etat du contrôle social, et cela jusqu'au bout, jusqu'à sa destruction totale. C'est pourquoi la conquête-destruction de l'Etat bourgeois ne peut être caricaturée à un nouvel assaut du Palais d'hiver. Il n'est ni une forteresse à prendre, ni un instrument à utiliser simplement en faveur des prolétaires, il est un complexe d'appareils et de rapports étatiques qu'il faut subvertir, encercler, submerger dans une guerre de longue durée. Là encore, face à ce combat pluridimensionnel, l'idée de front des différentes instances du mouvement et des organisations révolutionnaires est décisive.

Il faudrait également étudier la question de la subversion-destruction des rapports de pouvoir à la lumière de deux constatations apportées par les ultimes décennies du 20^{ème} siècle. D'un côté, la révolution démocratique pour une amélioration graduelles des régimes bourgeois métropolitains a été un échec et aujourd'hui tous ses caractères se résument à une simple révolution conservatrice (à aucun moment elle ne pose comme objectif la remise en jeu radicale de la dictature réelle de l'impérialisme). Parallèlement, la gestion étatique des intérêts prolétariens, fondement des républiques populaires, a accouché d'un étatsisme redoutable sanctionnant la simple substitution d'une bourgeoisie par une nouvelle. Il faut souligner qu'il s'agissait là de deux formes essentiellement dévouées à la conservation de l'étatique à peine modifié. Le nouveau cycle de lutte doit donc être marquée par la résolution de cet héritage historique. Ces deux formes de régime reproduisaient jusqu'à la caricature une séparation toujours plus stricte entre les combats pour l'émancipation économique et ceux pour les droits politiques, entre les objectifs de la démocratie politique et ceux de la démocratie sociale. Pourtant aujourd'hui comme jamais dans le passé, il ne peut y avoir de séparation entre ces deux objectifs, il n'y a pas de libération économique sans libération politique, il n'y a pas de libération politique sans émancipation sociale. De nos jours, les luttes politiques doivent correspondre à la globalisation du monde économique et les luttes économiques aux stratégies géopolitiques qui le parcourent. Tout le mouvement doit mettre en oeuvre cette constatation. Sur les lieux de travail, les comités de lutte doivent submerger la "conscience syndicale", partout où éclatent les révoltes

Tout le qualitatif de la résistance réside dans cette conscience et l'action qu'elle parvient ou non à diffuser dans les masses prolétariennes pour desserrer et briser l'entreinte de la dictature des monopoles triadiques (monopoles économiques, financiers, politiques, idéologique-culturels). Grâce à cette approche, l'anti-impérialisme redonne une vitalité à la critique anti-capitaliste dans nos vieux pays industriels. Il permet de se situer sur le terrain principal de la lutte des classes à notre époque, parce qu'il s'agit fondamentalement d'une lutte entre des classes mondiales. La rupture radicale avec l'opportunisme des combats seulement métropolitains fonde le présupposé de toute action révolutionnaire. La fausse unité sur l'unique terrain de l'Etat nation impérialiste conduit à toujours plus de division et de divergences: division du prolétariat international, division chauvine et raciale, divergence économique entre la Triade et Tricont. Elle est tout simplement réactionnaire.

16) A partir de là, est-ce que la conquête du pouvoir d' Etat peut encore être le but principal d'une stratégie révolutionnaire?

Bien évidemment! La conquête des pouvoirs étatiques demeure la clef de tout renforcement du rapport de force dans le combat des classes. L'Etat a toujours été la machine de guerre de la bourgeoisie. Il le demeure aujourd'hui. Même si l'Etat-nation se transforme, il s'intègre à un système transnational plus complexe (la globalisation cristallise de nouveaux rapports étatiques: régularisations mondiales, instances économiques et financières, politiques et militaires, OMC, FMI, OTAN, ONU...). La dominance étatique au-dessus de l'ensemble des rapports sociaux se fonde sur l'antagonisme des classes. Plus l'impérialisme étend une polarisation féroce des classes sociales, plus l'étatique devient hégémonique. Par retournement, nous pouvons compléter en disant que le fait de situer l'étatique actuel devient l'élément crucial nous permettant de saisir la conjoncture transnationale de ce conflit et de se positionner correctement dans cette détermination.

Simultanément, plus le nouvel étatique s'élève au-dessus de la société, plus il est dans l'obligation de pénétrer et de contrôler en profondeur toute la société et tous les rapports entre les individus. Il se reproduit même à l'intérieur de chaque individu par "*une irradiation informationnelle de commandements simples et élémentaires, d'une façon martelée, répétitive, systématique, diffuse, pluraliste, surabondante et utilisant de multiples instruments*", c'est ainsi que l'étatique construit "*un champ informationnel qui imprègne en le*

et la clandestinité, la compartimentation, la séparation des tâches... de ce fait la direction collective n'est jamais totale.

4) On présente souvent l'histoire d'AD comme étant une évolution d'une organisation plutôt anarchiste vers une plutôt marxiste (léniniste), est-ce si simple?

L'histoire d'AD n'a jamais été une "évolution" de l'anarchisme vers le marxisme. Il est vrai que cela fait partie des lieux communs à propos de notre histoire. Pourtant dès 82, dans notre texte "*Pour un projet communiste*" nous refusions "*la très vieille querelle piégée*" qui voudrait nous faire croire que l'histoire sociale se résume à une BD en noir et blanc, avec les bons et les méchants, les justes et les bureaucrates, les réalistes et les aventuristes... L'histoire sociale est un tout et pour l'aborder, il faut être libre de pouvoir en critiquer toutes les déviances et toutes les erreurs d'où qu'elles viennent. Nous voulions apprendre des expériences du Che, du maoïsme, du communisme des conseils comme des luttes des anarchistes espagnols. L'histoire avance masquée et de nombreux épisodes et positionnements trouvent un éclairage différent avec le temps. Il faut toujours être apte à aborder et à réexaminer les questions essentielles de la voie révolutionnaire. Et pour cela, il faut sortir des grilles de lecture et des modèles. Si nos têtes étaient demeurées bouffées par de vérités "éternelles" (ça serait pire que l'adoration religieuse!), nous aurions toujours été dans l'impossibilité de nous situer face aux grandes mutations de notre époque. C'est pourquoi tout au long de notre lutte nous avons rejeté les ritournelles doctrinaires pour retrouver le sens de l'expérimentation sociale et la théorie du mouvement réel.

Justement, une des grands victoires de la bourgeoisie dans les années 80-90 a été de reconstituer le zoo idéologique du gauchisme tel qu'il existait dans les années 60. Depuis l'après-guerre, tout démontre combien dans "*le coeur de la bête*" le programme du capital et son masque démocratique a un sacro-saint besoin des chapelles d'extrême-gauche. C'est une évidence. En acceptant le jeu "démocratique" de régime, en récupérant et en encadrant les révoltés, ces expressions politiques "révolutionnaires" participent à sa relégitimation permanente. Elles agissent de fait à la contre-révolution et à la domination impérialiste.

Le retour du groupusculisme repose sur la formation de sectes comprises comme le nec plus ultra de la rupture. Simultanément l'anathème remplace la critique politique. On ne rompt plus radicalement avec le système mais avec

la chapelle voisine "trop anar" ou "trop stal". La contradiction politique n'est plus le moyen d'une dynamique de confrontations et de pratiques, elle est simplement utilisée à la division et à l'idéologisme. Dans ce contexte réducteur, les fausses ruptures se font absolues et neutralisent les ripostes du prolétariat face aux politiques agressives de la bourgeoisie. Alors qu'il faudrait le mobiliser dans l'action contre le néolibéralisme réactionnaire, la guerre, la paupérisation des masses, ...

5) Mais quand-même il y avait des divergences? On ne peut pas nier qu'il y ait des différences entre MIL/GARI et BI/NAPAP, et nous avons du mal à croire que ces différences ne jouaient pas au sein d'AD. D'ailleurs, Frédérick Oriach, ex-membre des NAPAP, dans une interview de prison (en 1983), déplore que les NAPAP se soient dissout et aient rejoint AD précisément parce qu'il conçoit AD comme trop influencé par les thèses anarchisantes de l'autonomie. Et Régis Schleyer nous a écrit récemment qu'il n'est pas membre du collectif des prisonniers AD parce que lui, il est marxiste-léniniste, qu'AD est trop "subjectiviste"...?

Nous ne nions pas qu'il y ait eu des divergences au sein d'AD. Bien au contraire, nous croyons qu'elles furent le reflet d'une organisation vivante et cogitante sur les situations qu'elle devrait affronter. Mais jamais (ou alors incidemment) elles ne prirent les contours d'un affrontement entre exmaos et libertaires. Même au tout début alors que les militants n'avaient pas encore une expérience politique collective.

Mais il faut rappeler que les maos issus de la GP ou de Vive la Révolution n'avaient pas grand chose à voir avec les dogmatiques actuels. Pour bien le comprendre, il faudrait se remémorer les polémiques de la GP avec les "orthodoxes ML" au début des années 70. Aujourd'hui, le retournement est tel que certains camarades tartinent de la nostalgie GP avec le discours de ses pires détracteurs tel le PCMLF et autre OCMLF.

Quant au courant des groupes autonomes conseillistes ou libertaires, il n'avait aucune arrogance idéologique. Eux aussi s'étaient assez affronté aux "ultra" orthodoxes pour comprendre les dangers d'impuissance véhiculés par le sectarisme.

Il y a toujours eu un rapport entre l'idéologisme et l'absence de pratique concrète et de solidarité de classe. Avec le recul du mouvement, de nombreux

Les camarades qui nous affublaient de l'étiquette anti-impérialiste en pensant nous retirer celle de communiste démontraient seulement leur incapacité à dépasser les conceptions métropolitaines. Alors qu'en étant une force de fusion des deux types de lutte, en combattant pour le "*front révolutionnaire commun*" la guérilla établissait dans les actes une rupture décisive avec le protestataire institutionnel et la soumission au réformisme qu'il soit social-démocrate, révisionniste ou d' "*extrême gauche*".

Là nous touchons un point crucial. Car beaucoup de camarades pensent que pour être révolutionnaire dans la métropole, il suffit simplement de se situer plus à gauche que le PC ou de rectifier ses erreurs par un retour aux sources d'un nouveau "*parti bolchévique*". Alors que la mondialisation, les nouveaux rapports de production capitalistes, le capitalisme monopoliste transnational et la lutte des classes mondiales que ces tendances lourdes sous-tendent, imposent aux forces révolutionnaires un saut qualitatif.

L'ancien mouvement dans nos pays porte ancré en lui un chauvinisme métropolitain très puissant et souvent masqué sous le fatras de discours localistes ou nationalistes: lutter contre sa propre bourgeoisie, développer les revendications intermédiaires en priorité, créer l'organisation nationale pour répondre à une conjoncture nationale dominante, voire le caricatural "*produire français*" du PC dans les années 80 en passe de devenir, aujourd'hui, le mot d'ordre des gauches "*communistes*" revendiquant l'Etat-nation contre Maastricht! Cet eurocentrisme est un héritage politico-culturel, y est ancrée l'idée d'apporter la "civilisation". Certes, pas sous forme d'un colonialisme de l'époque "héroïque", néanmoins y demeure l'idée comme quoi, une conquête sociale ou politique ici serait diffusée là-bas, suivant le développement centrifuge du MPC...

Or, c'est un fait, aucune revendication économique ou démocratique dans le centre ne peut être mise en avant sans une réelle critique du système impérialiste dans sa globalité. Non seulement, comme le montre la réduction du temps de travail version Aubry, toute revendication qui n'est pas saisie dans un projet d'ensemble est rapidement digérée par le capitalisme et recrachée sous forme de merde. Mais encore, aucune concession n'échappe à la logique selon laquelle, si le capitalisme cède ici, c'est qu'il peut extorquer plus de surtravail ailleurs pour 9/10ème des travailleurs. Pire, ce genre de concessions sans lendemain vient renforcer le chauvinisme métropolitain au nom duquel les "*patries des coffres forts*" se transforment en autant de "*patries des droits de l'homme*". Le simple aménagement du bastion réactionnaire des monopoles se met au service du rapport impérialiste.

Il est à noter qu'aujourd'hui les forces groupusculaires ML n'aurait rien de mieux à proposer qu'un énième retour au front populaire. Pour la plupart, elles prônent des resucées d'accords avec les forces "progressistes" de son "propre pays". Concoctant ainsi des programmes susceptibles de rassembler les forces réformistes, la bourgeoisie non-monopoliste et les diverses expressions social-démocrates, elles s'accrochent à l'Etat-nation comme le cadre d'une révolution bourgeoise à poursuivre (citoyenneté, égalité, droits formels...). Alors, dans les années 80, elles n'avaient rien à dire du front révolutionnaire, quand elles ne s'associaient pas carrément à la propagande.

15) Agir en parti s'inscrit surtout, à notre avis, dans une stratégie qui vise la prise du pouvoir (étatique). Est-ce qu'il n'y a pas là un problème? Les anti-impérialistes p.e. visent plutôt la libération nationale, c'est-à-dire la conquête ou la construction d'un état(-nation); est-ce que votre conception du front ne présuppose pas trop comme fait l'unité des luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes?

Tout d'abord, il ne faut tomber dans la réduction d'un anti-impérialisme qui ne serait qu'un anti-colonialisme. Nous affrontons globalement le système capitaliste à l'époque impérialiste, et le colonialisme ne représente qu'un aspect de la dictature des monopoles.

A notre époque, la fusion de la lutte anti-capitaliste avec la lutte anti-impérialiste n'est en rien une vue de l'esprit mais l'indispensable compréhension critique de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. Ainsi le caractère international de l'action révolutionnaire ne s'exprime aucunement par une lutte anticapitaliste qui serait parallèle à la lutte anti-impérialiste. Avec le développement de la production sociale mondiale, elle forme un tout de plus en plus homogène et dynamique. A chaque instant, la lutte de classe est marquée par cette fusion, et aucun moment révolutionnaire ne lui échappe parce que l'affrontement principal se dessine comme étant celui entre la bourgeoisie transnationale qui réunit autour d'elle tout le camp impérialiste de la contre-révolution et le camp de notre classe, le camp de la révolution prolétarienne mondiale. Il est important de se remémorer les paroles du Che: *"En définitive, il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, stade suprême du capitalisme, et qu'il faut le battre dans un grand affrontement mondial. Le but stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme"*.

militants sont tombés dans les affres de la recherche théorique en chambre. Et tout naturellement cela est d'autant plus vrai pour beaucoup de prisonniers, puisque vous citez ces deux exemples. Ils se réclament comme étant les vrais "ML" sans voir combien dans cette affirmation d'absolu sans pratique politique concrète, ils se comportent simplement en romantiques.

Le Che a dit: *"Au moment de la lutte, la forme que prennent les divergences actuelles constitue une faiblesse; mais dans l'état où elles se trouvent, vouloir les régler avec des mots est une illusion. L'histoire peu à peu les effacera ou leur donnera leur véritable sens"*⁹.

6) Après l'amnistie en 1981: une période courte, mais très "mouvementée": les maisons occupées de Barbès, des actions ludiques ou plus dures... et enfin la dissolution d'AD décrétée par le gouvernement en août 1982. Ce fut une période cruciale pour votre organisation?

Les années 1981-1982 furent en effet des années cruciales, et non seulement pour notre organisation. Et il est important de saisir ce que fut le tournant réactionnaire de ces années. La généralisation de la crise dominait la conjoncture mondiale. Les principaux pays occidentaux plongeaient dans une récession sans précédent. Le chômage s'aggrava de 22% en une seule année, et dans l'OCDE, depuis la crise de 29, pour la première fois il dépassa la barre de 10%. Parallèlement, après le contre coup de la crise mexicaine des paiements, la dette des pays des Trois Continents fragilisa tout le système financier mondial.

Dès le début de la crise en 1973-1974, la bourgeoisie impérialiste avait en vain tenté de mettre en place toute une série de mesures pour relancer l'activité économique. Toutes avaient été des fiascos. L'évidence s'imposa à tous les gouvernants. Aucune demi-mesure ne sauverait le vieux modèle d'accumulation fordiste né de l'après-guerre. Il ne s'agissait plus d'une crise ponctuelle et partielle, la bourgeoisie devait trouver la force de faire surgir un nouveau modèle d'accumulation. C'est à dire que les gouvernants devaient obligatoirement imposer dans un rapport de force renforcé des compromis pour de nouvelles régulations locales et internationales. En premier lieu, ils devaient rétablir le taux de profit par les restructurations, les licenciements de masse, par la compétitivité... Ils devaient briser le carcan du monde "international" hérité de Yalta: d'où immédiatement une relance de la guerre froide et de la course aux armements. Mais encore, ils devaient redessiner la

régulations néocoloniales pour réduire toute velléité de résistance des pays dépendants. Sur tous ces terrains, la bourgeoisie passerait en force. Elle n'avait pas d'autre choix.

En France, et pas si paradoxalement que ça, le tournant réactionnaire s'enclencha avec la victoire électorale de la social-démocratie. En quelques mois, le gouvernement PS-PC solda les espoirs de 12 ans de lutte dans ce pays et finit par s'embarquer dans le train néo-libéral de la rigueur et du militarisme. La bourgeoisie social-démocrate représentait la seule force politique capable de garantir un large consensus autour des politiques de rigueur, là où justement le giscardisme avait échoué.

7) Durant cette période, des ruptures ont éclaté au sein d'AD. Dans une interview à Libération, Jean-Marc évoque trois courants. Lesquels? Est-ce qu'il s'agissait des mêmes divergences qu'avant ou pas?

Le tournant réactionnaire nous imposa à nous aussi des choix décisifs et ils n'étaient pas faciles à faire. Il est clair que, face à ces choix, l'organisation ne fut pas unanime, c'est le moins qu'on puisse dire. Entre les différentes approches, les débats furent âpres.

On peut résumer ainsi:

- D'un côté, une tendance liquidatrice qui abandonnait graduellement toute référence à la guérilla, sous le prétexte d'un retour à la praxis de mouvement. L'arrivée au pouvoir de la gauche réformiste-révissionniste représentait pour eux l'opportunité d'un retour dans l'Establishment politicard. Leur discours tournait en boucle sur les pivots de la contre-offensive idéologique du système: "*le cycle révolutionnaire est terminé*", "*les théories des vieux ne sont plus valables*", "*la fin du travail signifie la fin du prolétariat*", "*réformisme et révolution ne sont plus opposés*"... Ces bavardages sont encore aujourd'hui de mise dans la partie du mouvement penchée sur son nombril métropolitain. Concrètement, cette tendance ne constituait pas un groupe concret, elle était transversale à de nombreuses structures. Elle jouait sur l'indécision de nombreux camarades quant aux décisions à prendre face aux mutations en cours.

- De l'autre côté, des camarades refusaient toute caractérisation d'une nouvelle étape. Tout était "*invariablement inchangé*" selon la formule "radicale". Ils reproduisaient donc le discours AD de la fin du giscardisme au nom de la continuité de la rupture révolutionnaire.

de base et les coordinations autonomes, et résoudre les nouvelles formes politico-organisationnelles de l'autonomie de classe dans la métropole.

14) Est-ce que le concept de front devait en finir avec les conceptions du parti?

Nous ne rejetons pas la forme parti. Simplement elle prenait une toute autre nature que dans la phase précédente.

Tout d'abord, le parti-organisation ne pouvait plus agir en direction et en organisateur suprême des luttes, il devait être au service des luttes, et accepter le fait que la classe produise "*ses moments propres, ses niveaux politiques autonomes*". Agir en parti constituait une critique concrète de la dégénérescence social-démocrate des parti bureaucratiques. Tout le décisif résidait dans la capacité des différents partis et organisations politiques révolutionnaires à faire vivre un rapport ouvert avec les multiples expressions de la lutte autonomes des masses prolétariennes, et à agir concrètement à leur politisation et internationalisation. L'agir en parti devait également assurer une unité entre le politique et le militaire dans la construction des instances d'avant-gardes (des avant-gardes internes à la classe et à son mouvement révolutionnaire).

Ces mutations situaient le noeud essentiel de toutes les résolutions révolutionnaires organisationnelles. Concomitamment le concept de front assumait une nouvelle nature. Tout simplement parce que, comme nous venons de le souligner, toute organisation révolutionnaire assume sa fonction jusqu'au bout à la seule condition qu'elle puisse se coordonner avec plusieurs avant-gardes de lutte dans son territoire mais aussi sur plusieurs territoires à la fois. Dans le même moment, elle agit distinctement et dans le front.

Ce rapport dynamique façonne tout naturellement une critique du concept de front populaire projeté par le binôme parti-syndicat depuis les années 30. Le front révolutionnaire est désormais l'instrument du développement de la lutte en commun. De la diversité d'expériences locales-nationales et continentales, il devait faire une même lutte de classe, une même guerre prolongée, classe contre classe. Sa base n'est plus le rapprochement national des forces populaires, elle est la construction du front de classe. Il préfigure ainsi la recomposition et l'unité la plus large des forces prolétariennes. C'est pourquoi le front révolutionnaire rend possible l'unité des communistes en son sein et non le contraire.

pouvaient plus se résumer aux simples rapports entre partis frères comme ils le prétendaient.

13) Oui, mais même si on n'accepte pas les solutions marxistes-léninistes, la question reste posée: le concept d'unité pose la question de l'organisation, non?

En effet les mutations en cours dessinaient d'autres résolutions que la seule révolution de l'espace. En particulier, elles pointaient d'une manière toujours plus aigüe la problématique des rapports politico-organisationnels dans chaque réalité du combat: entre les différentes expérimentations, entre les différentes luttes, luttes à la base, luttes dans les régions, luttes nationales et continentales, dans l'ensemble de la zone géostratégique, luttes partielles et luttes contre les stratégies de la bourgeoisie impérialiste, luttes contre la réaction continentale et luttes pour la libération, luttes d'émancipation prolétarienne, luttes des femmes, luttes anti-racistes... La domination du capital était plus complexe dans l'enchevêtrement des espaces mais elle se faisait également plus complexe dans l'intense ramification et pénétration des rapports sociaux impérialistes. Et elle était autant plus complexe que la flexibilité figurait dorénavant la qualité essentielle du nouveau modèle d'accumulation. Marx a écrit que les formes et méthodes de lutte du prolétariat doivent correspondre aux formes et méthodes de la domination. Ce rapport est historique. Et dans les années 80, nous sommes passés de la qualité du régime taylor-fordiste qu'était la rigidité aux formes de flexibilité-précarité du néolibéralisme. Cette rupture décisive ne pouvait laisser indifférents les révolutionnaires.

Mai 68 avait déjà révélé la crise profonde du binôme Parti-syndicat, elle ne pouvait que s'aggraver. L'organisation unique et centralisée correspondait à deux formes de la domination du mode de production capitaliste, la centralité de l'état nation et la rigidité du rapport antagoniste dans l'usine. Avec le capitalisme monopoliste transnational, l'étatique se détache du "national" et, simultanément avec la flexibilité-précarité, les rapports de production se sont diffusés de l'usine à toute la société, à tous les domaines de la vie. Même si la création de la plus value demeure la centralité du processus de lutte de classes, la diffusion et la pluridimension du conflit est indéniable. Dès lors, à partir de leurs expérimentations concrètes, les forces révolutionnaires devaient avancer d'autres propositions. Il fallait aller plus loin que les comités

Si pour la première tendance, le fusil n'était qu'anecdotique dans le développement de la politique révolutionnaire, une nécessité à certains moments et à d'autres non, dans certains lieux et dans d'autres non, comme le proclame depuis 50 ans le plus vulgaire opportunisme; la seconde voyait dans le seul fusil l'avenir radieux du projet révolutionnaire, pour eux "*mai piu senza fucile*" devenait "*solo il fucile*". De fait, pour les deux, la dialectique créatrice de l'unité du politique et du militaire était rompue. En conséquence, la politique comme le militaire devenaient incohérents l'un comme l'autre et ainsi incapables d'avancer le moindre alternative réelle.

8) Concrètement, c'est à ce moment que s'est produite la scission avec ceux que la propagande appela "AD nationale"?

Non pas du tout. Et là encore, on aborde un lieu commun de la contre-propagande contre notre organisation dans les années 80. Si le groupe de Lyon a bien appartenu à AD, il en fut exclu dès le printemps 80. Nous lui reprochions une dérive dans le fonctionnement¹⁰. Cette dérive se vérifia plus tard avec les cahiers de contritions de Max Frérot, découverts dans une de leurs caches. Ce groupe poursuivit ses activités sous le nom de l'Affiche Rouge en 83¹¹. De 84 à 86, il revendiqua plusieurs attentats sous le sigle AD en jouant de la campagne médiatique à propos d'une AD nationale face à une AD internationale. En inventant cette scission et en créant de la confusion, la propagande cherchait simplement à contrer le saut de qualité que représentaient alors les accords avec les guérillas européennes, avec la RAF par exemple. De fait, il n'y eut jamais d' "*AD nationale*";

Donc, pour ce qui est des deux véritables fractions ayant rompu avec nous durant la période 81-82: il y eut une première scission déclarée fin 81. Elle prit un temps le nom d'AD-"*noyau historique*" avant de se dissoudre progressivement dans les initiatives du mouvement. Il s'agissait de groupes essentiellement parisiens très influencés par les thèses mouvementistes mais qui, paradoxalement, prirent comme prétexte de rupture notre implantation dans les ghettos et en particulier avec le mouvement des occupations de maison à Barbès. Pour revenir sur votre idée de divergences se perpétuant malgré les années de lutte en commun, il faut signaler que dans cette scission on retrouvait des militants de toutes les origines des ex BI, des NAPAP, des autonomes et des anars!

Pour la seconde scission, on reprend les mêmes caractéristiques mais teintées de militarisme. Elle se baptisa AD-congrès du 1er août et s'organisa

effectivement au cours de l'été 82. Elles regroupaient de nombreux militants de Paris et de province qui prétendaient reprendre immédiatement l'offensive politico-militaire. Finalement, elle disparut un an plus tard sous les coups de la répression et de divergences internes.

9) Quelle était alors votre réponse, puisque vous représentiez un troisième courant?

Tout d'abord nous pensions que les grands bouleversement en cours nous imposaient une lecture et une expérimentation du "nouveau". Il fallait saisir le sens de l'époque qui s'ouvrait, le devenir des contradictions, les contours du nouvel antagonisme... Ce travail d'enquête était indispensable si nous voulions relancer une activité offensive. Et sur notre territoire nous eûmes une véritable opportunité. Car, si face au tournant réactionnaire, nous allions être obligés de lutter et de lutter plus fort encore, il est vrai que "la vague rose"¹² nous laissait un répit et quelques espaces pour développer d'autres formes du combat: les occupations de maison et d'ateliers dans les grands quartiers populaires de Paris, les premières luttes pour les sans papiers. Nous pouvions vivre ce que les circonstances habituelles du combat armé nous interdisaient. Nous nous sommes ainsi ouverts aux expériences du mouvement et pas seulement localement. Nous côtoyons des révolutionnaires réfugiés, turcs, arabes, italiens,... Les actions et les mobilisations s'enchaînaient naturellement sur les différents terrains.

Pourtant, si nous avons pensé un seul instant que ces luttes suffiraient à l'enracinement d'une politique révolutionnaire dans notre territoire, nous aurions renforcé sans hésiter ce front à la base. Mais si beaucoup de choses avaient été bouleversées, le bond en avant dans la guerre de partisan était la condition première de la véritable résistance et de sa généralisation dans le centre impérialiste. A chaque niveau du combat et sur tous les terrains, sans la guerre de guérilla, sans le développement d'une stratégie de lutte cohérente avec les luttes des révolutionnaires de Tricont, plus rien n'était possible. Au contraire, avec le développement du modèle néolibérale, la révolution conservatrice transnationale et le conformisme réactionnaire ambiant dans le spectaculaire des jeux politiques, la stratégie de libération nécessitait toujours plus de ruptures et de critiques en actes pour s'affirmer.

Très concrètement, comment le mouvement seul pouvait-il projeter une réponse à la globalisation de la guerre que préparaient les gouvernements occidentaux et qui débuta dès juin 82 avec la guerre des Malouines,

12) Oui, mais cette unité n'était pas une évidence, ne l'est toujours pas, ni de fait, ni de théorie. Les C.C.C. par exemple et autres organisations communistes combattantes ont refusé de rejoindre le front?

Le front n'est pas une organisation, mais simplement une manière renouvelée d'être internationaliste pour aborder les questions de l'heure et en particulier le multidimensionnel du combat de classe. Les camarades qui ont détourné le débat sur un affrontement entre "deux lignes" n'ont pas aidé à poser correctement le problème. Ils l'ont simplement déjoué. Au milieu des années 80, le problème n'était pas de prendre ou de ne pas prendre sa carte du front mais d'agir ensemble ou non face à une conjoncture tout à fait inédite. Et bien évidemment le concept d'unité n'était pas une évidence surtout après des années et des années de théorie révisionniste et de "socialisme des patries", c'est-à-dire dans les faits: un socialisme d'Etat vérolé de chauvinisme.

Non ce n'était pas une évidence. Pire puisque les forces groupusculaire ML vivaient toujours dans le mythe de la forteresse assiégée, du parti unique (héritier d'une toute autre époque), de la vérité unique contre tous. Il faut comprendre que les reniements et les dissociations de milliers de militants au début des années 80 avaient d'autant plus raidi leur position. A juste titre, nous étions critiquables par notre réduction de l'offensive politique à la seule attaque et d'autres erreurs. Mais ce qui pouvait être juste dans ces critiques était noyé dans de graves régressions conceptuelles. Jusqu'à la caricature, ces camarades défendirent la formation nationale en dévaluant le problème de l'intégration européenne. Pire, ils refusaient d'analyser la globalisation de la production sociale et s'acharnaient à donner une explication mécaniste des rapports de concurrence et de concentration des monopoles et des Etats. Ils reprirent à leur compte la très vieille erreur révisionniste de saisir la mondialisation comme la seule économie mondiale des Etats, c'est-à-dire la somme générique des différentes économies nationales. Alors que la mondialisation n'est pas un processus de relations neutres de nation à nation mais l'extension-contradiction du rapport social dominant (les échanges marchands, technologiques, culturels et idéologiques, la circulation des capitaux, le crédit, les migrations de population,...). En conséquence, c'est tout un élan structurant qui submerge, déchire, bouleverse et redimensionne sans cesse les formes et contenus passés de l'organisation capitaliste, et en premier lieu les espaces limités par des frontières nationales.

Le processus social n'est plus (seulement) une relation de nation à nation, en conséquence les rapports entre révolutionnaires de différents pays ne

Et de l'autre, les espaces continentaux intégrés assumaient un rôle crucial dans les nouvelles régulations et contradictions (contradictions de classes et inter-impérialistes). Nous vivions les premiers pas de la "forteresse Europe", avec la crise des missiles, la préparations de l'espace de Schengen, les grandes restructurations et les plans communautaires, les conventions "anti-terroristes", ...

Pour tous les révolutionnaires, ces bouleversement impliquaient une véritable remise en cause. Tout d'abord face au mouvement de révolution de l'espace de la domination, il fallait impérativement dégager la perspective d'un combat révolutionnaire correspondant. Et une conclusion s'imposa sans ambiguïté: aucune politique ne pouvait plus être révolutionnaire en restant strictement sur le seul territoire national. Avec les bouleversement du capitalisme monopoliste transnational, les réalités transnationales des contradictions dominaient les conjonctures locales. Faire du simple local ou du "national" devenait trop partiel et n'avait plus de sens pour une perspective de transformation révolutionnaire. Le partiel restait rivié aux réserves tolérées du protestataire. Tout projet révolutionnaire devait poser immédiatement et concrètement la question et la résolution de la complexité et de l'interdépendance des espaces de la domination impérialiste, tels qu'ils dessinaient alors. La lutte révolutionnaire devait intérioriser elle-même le multi-espace.

En conséquence, notre priorité fut d'élaborer une ligne combattante qui reposait sur le principe d'unité.

- Unité contre la formation réactionnaire du pilier européen que nous avons mis en pratique avec la RAF et d'autres groupes armés. Durant les années 80, cette ligne constitua l'authentique expérience d'une tentative de construction d'un pôle de référence pour l'antagonisme prolétarien sur notre continent.

- Unité dans le front anti-impérialiste contre l'ennemi commun, non seulement sur le continent mais aussi dans toute la zone géostratégique méditerranéenne et moyen orientale, où se joue le devenir des grandes contradictions historiques.

l'intervention au Tchad et l'invasion du Liban par Israël? C'était pourtant la question fondamentale de cette conjoncture et elle perdure encore aujourd'hui avec les guerres en Yougoslavie, en Palestine et au Liban toujours occupés, en Irak, ...

La guerre et plus globalement le militarisme figurait la guerre de classe globale qu'entreprenait la bourgeoisie monopoliste pour contrer sa "crise de faiblesse"¹³, et rétablir sa domination. Pour reconstruire son commandement sur le travail et consolider la domination impérialiste, la bourgeoisie devait dépasser les cadres étroits des anciennes formations économique-sociales nationales devenus un carcan. Sa guerre devait s'étendre au-delà des vieilles limites pour mieux les éliminer. Ainsi la guerre dessinait les contours de la mondialité. Elle vivait de l'interdépendance des situations. Mais elle s'inscrivait également en profondeur dans les rapports sociaux. Comme l'écrivaient à l'époque des camarades italiens: *"L'Etat impérialiste généralise la guerre en l'enracinant dans sa totalité, dans chaque alvéole du tissu social, pas seulement pour le rendre amorphe, mais pour le plier et le soumettre, au moyen de la guerre illimitée, aux exigences du maintien forcé des rapports de production... La guerre n'est pas un acte final de l'opposition des classes, mais aujourd'hui déjà, elle est intériorisée en permanence dans toutes les régions de la formation sociale, sur tout le spectre du rapport entre les classes, dans l'univers des relations sociales"*.

Et ces camarades savaient de quoi ils parlaient! En Italie les rafles de masse était la marque indélébile du tournant réactionnaire. La bourgeoisie avait clairement décidé de liquider l'un de ces foyers de résistance radicale. : 5000 militants arrêtés en quelques mois. L'engagement sur les "barricades" des années 80 se présentait sous des aspects bien plus sombres que celui des années précédentes. Il était plus exigeant tant politiquement qu' humainement.

10) Selon vous, qu'est-ce qui a été le détonateur de votre répression, avec comme apogée provisoire la dissolution d'AD?

Face à la préparation de la guerre et à la multiplication des conflits, il n'y a pas 36 solutions. Et pour un communiste, la plus juste a toujours été celle de saboter l'effort de guerre du militarisme impérialiste. Ainsi à son niveau, même le plus modeste, même de point de vue le plus minoritaire, il doit transformer la guerre de rapine de la bourgeoisie en guerre civile de libération.

Dès l'instant où nous avons démontré notre volonté d'affronter le militarisme d'un point de vue internationaliste, par exemple avec la série d'attentats contre la célébration du sommet des pays industrialisés à Versailles et lors du déclenchement de l'intervention impérialiste contre le Liban, nous nous sommes extirpés des cadres étriés d'une opposition métropolitaine acceptable et acceptée. Les médias, les "politiques" institutionnels et les petits fonctionnaires du mouvement nous ont montré du doigt et dénoncé, pour eux l'appel de la guerre à la guerre doit rester dans les limbes de la banalisation des messages révolutionnaires et des manifs promenades. Par notre action, nous brisons la routine du jeu, nous empêchions de tourner en rond, et simultanément nous redistribuons les cartes. Ce n'était plus la guerre ailleurs et la petite parlotte ici, les bombardements dans les pays lointains et la tolérance "démocratique" métropolitaine. Nous rendions matériellement compte de la globalisation de la guerre. Et nous révélions quel était, dans nos pays, le véritable degré de collaboration avec le militarisme. C'est pourquoi il y avait urgence à nous faire taire. Les "socialistes" et les "communistes" ne pouvaient accepter d'être démasqués comme des piliers de la guerre dans ce pays. Au printemps et en été 82, la tension autour de ces questions était d'autant plus décisive, qu' en elle se révélèrent pour la première fois les orientations atlantistes et réactionnaires du pouvoir mitterandien. Il est clair que se préfigurent déjà la participation active de ce régime à la crise des missiles et simultanément la répression-pacification du mouvement de classe (c'est à la même époque qu'est étudié en secret le plan de rigueur de Delors). Il faut ajouter que l'état cherchait également une occasion pour régler la contradiction de notre existence légale. En effet, comment pouvait-il accepter une organisation de lutte armée ayant un siège officiel en plein Paris? Non pas une organisation qui défendait abstraitement le recours aux armes ou qui déclarait s'y préparer (souvent il s'agit des mêmes résolutions depuis 68!), mais une organisation capable de mettre ses orientations en pratique. Finalement l'occasion se présentait, et le gouvernement signa le décret de dissolution et interdit l'organisation. La traque débuta.

L'occasion se présenta sous la forme de l'attentat de la rue des Rosiers; une grenade lancée dans le restaurant Goldenberg tuait 6 civils et en blessait 20. Les pouvoirs et les médias utilisèrent au mieux cet attentat massacre. Accusations d'anti-sémitisme, confusion, amalgame, délire, rafles visant des militants proches de l'organisation, ils s'ingénierent à susciter l'hystérie.

En tant que guérilla communiste, nous refusons l'approche militariste qu'implique ce genre d'attentats. S'il en allait autrement, cela signifierait ne pas avoir rompu avec l'Etat et son militarisme. Nous ne sommes pas des

soldats et nous en sommes fiers. Notre violence s'adresse aux ennemis de classe. Une violence révolutionnaire est une violence qui a pour seul but l'attaque au coeur du pouvoir et non dans les rues, sur les places ou de quelconques temples de la consommation.

La traque avait donc débuté avant même le décret de dissolution du 24 août qui interdisait l'organisation. L'organisation était prête à cette situation. Non seulement elle l'avait vue venir mais avait donné le petit coup de pouce à cette dissolution avec l'interview de Jean-Marc à Libération du 17.

Pourtant si notre "légalité" ne dura que quelques mois, nous y avons puisé la force et la détermination d'une véritable projection stratégique qui, pour nous, correspondait et correspond au saut à l'époque du capitalisme monopoliste transnational. Nous avons lutté avec les camarades turcs chassés de leur pays par le coup d'Etat militaire de 1980, les révolutionnaires du proche orient, mais aussi nous avons renforcés nos liens avec les guérillas allemandes et italiennes. Durant ces mois d'intenses discussions et d'échanges, nous avons été obligés (par la force des choses et les nécessités de la lutte) de dépasser les cadres étroits de la conjoncture nationale pour saisir les premiers contrecoups de la globalisation de la lutte des classes.

11) Cette projection stratégique, c'est ce que vous avez appelé "unité des révolutionnaire en Europe de l'Ouest" ou encore le concept de "Front anti-impérialiste"?

Concrètement, les grands mutations des années 80 nous interpellaient dans tous les domaines de la théorie et de la pratique révolutionnaire. Entre autres, nous avons compris que la mondialisation en cours reposait sur deux fondements.

D'un côté, le dépassement de la régularisation impérialiste "inter-nationale" et la dominance des réalités transnationales profilaient une donnée omnipotente. La mondialisation "s'internalise" désormais dans tous les rapports sociaux et fait système à l'époque du saut fulgurant à la domination réelle et globale du capital. Avec la diffusion du rapport du capital, la mondialisation est avant toute chose l'implication de tous les individus et de toutes les classes dans des processus de production, d'échange et politico-idéologiques toujours plus interdépendants. Ce qui était hier encore du domaine presque exclusif des transnationales et des Etats ne l'est plus. L'activité de chacun des acteurs sociaux entre dans la globalisation des activités humaines.